



Nous n'avons volontairement pas corrigé les imperfections de forme qui peuvent survenir dans chaque copie.

Concours externe

2^{ème} épreuve d'admissibilité : Economie

Meilleure copie

Note : 16/20

Un monde de croissance(s) ?
Selon quels indicateurs ?

Dans Voyage aux pays du coton (2007), Erik Orsenna dresse un tableau critique des conséquences de la croissance des échanges internationaux de textiles sur le bien-être des population, l'emploi et l'épuisement des ressources naturelles tant au Mali qu'en France et aux Etats-Unis.

La croissance des échanges internationaux depuis 1950 (multipliés par 30) est notamment liée à la forte croissance du produit intérieur brut (PIB) dans la période des Trente Glorieuses (J. Fourastier). Pour F. Perroux, la croissance est l'augmentation soutenue pendant une période d'une variable déterminée. De façon générale, la variable retenue est le PIB, si bien que « croissance » fasse désormais référence à la croissance du PIB, soit l'augmentation des richesses, le PIB étant la somme de la valeur ajoutée produite dans un pays pendant une année.

Pour autant, si l'économie a pour objet de décrire la nature, les causes et les conséquences des comportements d'échange entre les agents, le développement de l'économie, sa croissance, ne devrait pas se limiter à l'appréciation de l'accroissement des richesses. En effet, les échanges déterminent également un certain degré d'inégalités, de bien-être, d'éducation, de santé, d'utilisation des ressources naturelles ou encore d'emploi.

Pourtant, l'accroissement des richesses continue à jouer un rôle prépondérant et quasi-exclusif parmi les variables étudiées en économie. Cela s'explique notamment par les conséquences que peut avoir la croissance sur le développement : l'accroissement des richesses permet d'investir dans des biens publics, de financer la recherche et l'éducation, d'améliorer l'état de santé et même de limiter le temps de travail, permis par les gains de productivité.

Pour autant, alors que les déterminants de la croissance sont multiples pour les économistes, notamment élargis par les théories de la croissance endogène (Romer, Lucas, Barro), qui insistent désormais sur le rôle des investissements publics et de l'innovation, ou par l'approche institutionnaliste de la croissance (Rustow), il est cependant possible de se demander quelle est la réalité de la croissance du PIB dans le monde, tant celle-ci est diverse selon les pays. Par ailleurs, il est également possible de se demander si la croissance n'était pas une parenthèse de deux siècles, de la Révolution industrielle à l'épuisement des ressources naturelles. Enfin, si la croissance du PIB peut permettre d'accéder au développement économique, celui-ci n'est pour autant pas une conséquence nécessaire de l'accroissement des richesses. En effet, la croissance peut augmenter les inégalités (Kuznets, Piketty) et peut également appauvrir (Bhagwati).

Dans cette perspective, mesurer le développement économique seulement à l'aune de la croissance du PIB est réducteur et ne permet pas d'évaluer et de définir de façon pertinente ce qu'est le développement économique.

Aussi, sous quelles perspectives la mesure de l'accroissement des richesses permet-elle d'évaluer avec pertinence la croissance de l'économie ?

Alors que la production de richesses s'accroît, la croissance du PIB reste un indicateur imparfait pour mesurer le développement éco (I). De fait, l'accroissement des richesses ne devant plus être le seul critère d'appréciation du développement de l'économie, il est essentiel d'appréhender la croissance à travers d'autres indicateurs, la notion de croissance devant elle-même retrouver son sens premier (II).

* * *

Alors que notre monde est bien un monde d'accroissement des richesses (A), la mesure de la croissance du PIB n'apporte qu'une vision partielle du développement économique (B).

L'accroissement des richesses, à quoi est réduite la croissance économique dans le langage courant, est un phénomène récent dans l'histoire.

Pour les historiens de l'école des annales, la période agraire de 500 à 1500 n'a connu quasiment aucune croissance des revenus. La croissance naît vraiment avec la première révolution industrielle à la fin du XVIII^e siècle. Les différentes révolutions industrielles, fondées sur le charbon, l'acier et le pétrole (des systèmes technologiques pour les néo-schumpétériens) vont accompagner et rendre possible un fort accroissement des richesses.

La période des Trente Glorieuses suivant la Seconde guerre mondiale verra, en France, un taux de croissance annuel moyen de 5% par an de 1951 à 1969, contre 2% par an sur le siècle. L'ouverture au commerce international, à la fois moteur et conséquence de la croissance, entretiendra son rythme.

Pour autant, si la croissance du PIB est un phénomène mondial, notamment en raison du commerce international, les taux de croissance ne sont pas homogènes. Pour cette raison, les pays ayant connu un développement économique similaire, marquée par des taux de croissance homogènes, sont regroupés en blocs : le Nord et le Sud, les pays industrialisés, les nouveaux pays industrialisés, les BRICS, les émergents, les pays sous-développés ou en retard de développement. Par ailleurs, la richesse relative de ces pays évolue. La Chine, longtemps en retard de développement, est depuis 2013 le premier importateur et exportateur au monde, le deuxième bénéficiaire est originaire des flux d'IDE. A l'inverse, la France était, avant la Première guerre mondiale, le deuxième émetteur et bénéficiaire de flux d'IDE. En 2014, elle est respectivement 11^{ème} et 16^{ème}.

Ces divergences dans l'accroissement des richesses trouvent une explication dans les déterminants de la croissance. Les divergences de dotations en ressources naturelles sont fondamentales pour expliquer les différences d'évolution. Elles expliquent tant la richesse des pays du Golf (pétrole) que le retard de développement en Afrique sub-saharienne. Revenant sur le modèle de Solow (1956), les théories de la croissance endogène de Romer (1986), Lucas (1988) ou Barro (90) permettent d'expliquer les différences entre les accroissements de richesses par une divergence dans la qualification du travail, dans l'accroissement du capital, dans l'investissement public et dans l'innovation.

Par ailleurs, la spécialisation dans l'échange international permet d'optimiser les échanges et d'accroître le revenu. Pour Ricardo (Principe de l'économie politique et de l'impôt, 1817) la spécialisation se fait selon le bien produit. Dans le modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson, la spécialisation se fait dans le facteur de production le plus abondant, et pour Léontieff (1951) dans le facteur le plus qualitatif. Les différences de spécialisation vont induire un accroissement différencié des richesses.

Aussi, il semble donc que nous vivons bien dans un monde de croissance des richesses et de hausse du revenu, bien que cette croissance soit différenciée selon les pays, et récente dans l'histoire.

Pour autant, la mesure de la croissance du PIB n'apporte qu'une vision partielle du développement économique.

En premier lieu, il semble que le PIB soit un indicateur imparfait pour mesurer la richesse. Il ne comptabilise en effet pas la production domestique, fortement genrée, qui représenterait selon certaines études jusqu'à 50% du PIB. Par ailleurs, l'économie souterraine n'est pas comptabilisée. Elle est pourtant évaluée à 10% du PIB en Italie et 10% aux Etats-Unis. Le PIB ne permet pas non plus d'appréhender les externalités négatives de la production comptabilisée, une externalité étant l'acte de production ou de consommation d'un agent qui influe

sur l'utilité d'un autre agent sans transiter par le marché et donc sans acquérir de valeur monétaire comptabilisée.

Par ailleurs, l'accroissement des richesses mesurée par le PIB masque des disparités économiques. En effet, si l'échange international accroît les richesses, il accroît également les inégalités (théorème de Stolper-Samuelson). Si la flexibilité du facteur travail permet une optimisation de son utilisation et donc un meilleur coût du travail ou coût salarial unitaire, elle accroît la dualité du marché du travail et donc la précarité des travailleurs du marché secondaire (Doeringer et Piore, 1971). Kuznets (1955) montre que la croissance entraîne une hausse des inégalités, qui se résorbe par la suite. Piketty montre que cette résorption n'est pas naturelle, et résulte d'une politique fiscale redistributive.

Enfin, si la croissance du PIB peut permettre le développement, elle n'en assure pas pour autant l'effectivité. L'ouverture de la Chine au commerce international s'est traduite par une diminution du nombre de pauvres (moins de 1,25 \$ / pour la Banque mondiale), de 43% en 1981 à 11% en 2010. Le commerce international a permis de diminuer de 0,25% par an le prix des biens entre 1998 et 2008 selon l'OCDE, ce qui bénéficie le plus aux ménages pauvres, ceux-ci ayant une plus grande propension à consommer. Plus généralement, l'accroissement du revenu disponible permet de financer la recherche et l'innovation, qui ont des externalités positives sur l'éducation, la santé, le bien-être. La hausse du revenu traduit également une hausse des moyens de l'Etat via la fiscalité, qui peut alors financer la recherche ou des biens publics. Pour autant, la croissance ne s'accompagne pas toujours du développement : la Chine et le Brésil connaissent un coefficient de Gini de 0,5, l'Afrique du Sud de 0,65 (0,3 en France), le taux d'illétrisme en Inde atteint 55%. Pour Bhagwati, la croissance des PED peut même être appauvrissante, lorsque la baisse relative du prix des produits exportés implique de produire encore plus pour équilibrer la balance commerciale, au risque de détruire les ressources naturelles.

Ainsi, alors que le PIB est un indicateur imparfait pour mesurer l'accroissement des richesses, cet accroissement, lorsqu'il n'est appréhendé que sous une dimension monétaire, ne reflète pas la réalité du développement économique. De fait, il semble essentiel d'appréhender la croissance à l'aune d'autres indicateurs.

*

Alors que d'autres indicateurs que l'accroissement des richesses permettent de mesurer la croissance de l'économie (A), il est également déterminant de repenser notre approche de la croissance et du développement (B).

Au-delà de la croissance du revenu, de nombreux autres indicateurs permettent de renseigner l'état de croissance d'une économie. Ces indicateurs sont notamment une mesure de la croissance des inégalités avec le coefficient de Gini, notamment appréhendées à travers la courbe de Lorentz. La croissance d'une économie se mesure également à l'aune du bien-être. Dans cette perspective, l'indice de développement humain (IDH), indice synthétique développé par le CNUCED en 1990 mesure l'espérance de vie en bonne santé, l'éducation et le niveau de vie.

L'utilisation des ressources naturelles peut se mesurer au travers de l'empreinte carbone, le recyclage des déchets ou l'abondance des oiseaux. De nombreux autres indicateurs sectoriels peuvent être utilisés pour évaluer un aspect du développement économique, portant sur la santé, la formation, l'emploi, la dette ou encore la satisfaction globale.

Ces indicateurs recèlent une importance fondamentale tant parce qu'ils influent sur l'accroissement des richesses que parce qu'ils possèdent une valeur informative intrinsèque sur l'état d'une économie et son évolution. En effet, ces facteurs, généralement dit de « développement » pour les opposer à la « croissance » qui n'est comprise que comme « croissance du PIB », ont une influence sur l'accroissement des richesses. Pour Lucas (1988) c'est le savoir accumulé qui permet d'acquérir de nouvelles connaissances et d'améliorer la productivité du facteur travail, et donc la croissance du revenu. En Chine, alors que 5% d'une classe d'âge était diplômée d'études du troisième cycle en 1990, ils sont 20% aujourd'hui à l'être. Par ailleurs, la productivité du facteur travail dépend de son état de santé. Pour J.P Landau, les inégalités ont des conséquences négatives sur la croissance dans la mesure où elles destabilisent une société et sont facteur d'incertitude, pénalisant l'investissement, où la hausse des inégalités accroît une hausse de l'épargne, les hauts revenus ayant une large proportion à épargner, ce qui pénalise la consommation, freine la demande et appelle chômage et déflation.

Enfin, ces indicateurs possèdent effectivement une valeur informationnelle propre, dans la mesure où la croissance du PIB depuis les années 1970 s'est peu corrélée avec la croissance d'autres variables renseignant le développement économique. Ainsi, après s'être fortement réduites, les inégalités internationales et internes progressent, tout comme la prévalence du VIH ou la faim dans le monde.

Il semble donc bien que la croissance d'une économie ne doit se limiter à la mesure de la croissance de son revenu. D'autres indicateurs existent et peuvent renseigner sur des dimensions concourant à la croissance du revenu, et qui possèdent, en eux-mêmes, une valeur informationnel sur l'état de l'économie.

Par ailleurs, il semble également essentiel de diversifier notre approche de la croissance économique au-delà de la création de richesses évaluées en terme monétaires.

En effet, pour A. Quinet, la croissance s'est fondée pendant deux siècles sur l'utilisation d'une ressource abondante, la nature, et d'un facteur rare, le travail. Désormais, le facteur travail est abondant, et les ressources naturelles se raréfient, ce qui laisse à croire que les modèles de croissance existant sont obsolètes.

L'équation de Kaya permet de mettre en perspective les conditions de maîtrise de l'impact de l'homme sur l'environnement, en corrélat PIB, population, contenu en CO² et qualité énergétique. Il est nécessaire de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 pour limiter la hausse de la température à 2 degrés sur le siècle, condition sine qua non au maintien de l'environnement dans son état. A l'inverse, l'aggravation de la dégradation de l'environnement remet en cause la capacité de l'économie à continuer à dégager des richesses en raison de l'effondrement des modèles productifs existant. Dans cette perspective, la croissance future ne pourra être que verte.

Plus largement, le modèle de croissance des Trente Glorieuse représente une exception sur le siècle (TCAM de 5% contre 2%), la période née à la révolution industrielle, marquée par la croissance, étant elle-même une exception dans l'histoire de l'économie.

Dans cette perspective, il devient encore plus important de diversifier notre approche de la croissance, sa dimension monétaire ne pouvant plus rester l'élément déterminant de l'analyse, puisqu'elle occulte l'appréhension de l'économie à travers d'autres variables et limite la capacité de l'économie à résoudre les enjeux qui la contraignent : inégalités, vieillissement, environnement, etc. Pour Tim Jackson (Prospérité sans croissance, 2010) il est essentiel de remplacer l'utilisation des énergies fossiles par du travail humain, de développer l'économie du care et d'affecter les gains de productivité à la réduction du temps de travail.

* *

Ainsi, il semble donc bien que le monde soit un monde de croissances : croissance des richesses, croissance des inégalités, croissances diversifiées et divergentes.

L'approche dominante de la croissance comme accroissement du revenu disponible masque les externalités négatives de cet enrichissement, et masque la réalité de l'état d'une économie, réduite à sa dimension monétaire.

Mesurer le bien-être, l'éducation, l'état de santé plutôt que le revenu pour évaluer la croissance d'une économie transformerait profondément nos rapports aux échanges et la façon dont nous faisons, aujourd'hui, l'économie. Le modèle fondé depuis la révolution industriel sur l'accumulation du capital et l'accroissement des richesses semble atteindre ses limites avec la contrainte écologique, ou encore démographique. Il devient nécessaire de réorienter les modèles de croissance, ce qui peut se faire en prenant au sérieux les indicateurs économiques dans leur diversité.